

# Post-scriptum – défis et opportunités en des moments de turbulence

**A**u moment où la *Situation des forêts du monde 2009* va sous presse (fin 2008), le monde connaît un brusque fléchissement de l'économie. La contraction du secteur du logement et la crise des prêts immobiliers à risque aux États-Unis d'Amérique ont nui profondément aux marchés financiers, déclenchant un ralentissement de l'économie mondiale et la récession dans plusieurs pays. La confiance dans les institutions financières s'est sévèrement érodée. Le déclin des bourses des valeurs a réduit de centaines de milliards de dollars la valeur des actifs. Le désendettement par les banques cherchant à garantir la base de leur capital a abouti à un resserrement du crédit qui a exercé son impact sur toutes les activités économiques. Il en est résulté une spirale descendante, accompagnée de baisses de production, d'emploi, de revenus et de la demande des consommateurs, qui a provoqué un nouveau recul de la production et un nouveau fléchissement de l'économie.

Ce recul a intéressé presque tous les pays et contredit les prévisions économiques précédentes à la hausse (FMI, 2008; ONU, 2009). Le chômage mondial devrait s'accroître de 20 millions en 2008 et 2009, inversant potentiellement les succès obtenus récemment vis-à-vis de la réduction de la pauvreté (OIT, 2008a). Il est prévu que les salaires diminueront sensiblement (OIT, 2008b). Le ralentissement qui a caractérisé la plupart des économies développées s'est déjà répercuté sur les économies émergentes et en développement, notamment celles qui dépendent des exportations et des investissements extérieurs directs. L'aide publique au développement et les remises des travailleurs migrants diminueront sans doute sensiblement (Cali, Massa et te Velde, 2008).

Faisant partie intégrante de l'économie élargie, le secteur forestier sera influencé par le marasme économique général. La sévérité des impacts variera à travers l'ensemble du secteur en fonction des liens avec d'autres secteurs directement intéressés par la crise.

## DIMINUTION DE LA DEMANDE DE PRODUITS LIGNEUX ET BAISSE DE PRODUCTION

L'effondrement du secteur du logement, au cœur de la crise actuelle, est un coup dur porté aux industries du bois. Le taux annuel des nouveaux logements aux États-Unis d'Amérique a reculé, passant de 2,1 millions au début de 2006 à moins de 0,8 million en octobre 2008 (voir figure ci-contre). Plusieurs autres pays, notamment en Europe occidentale, ont connu des baisses similaires dans le secteur du logement, encore que d'une ampleur plus exiguë. Cette baisse a entraîné une régression de la demande de bois (CENUE et FAO, 2008;

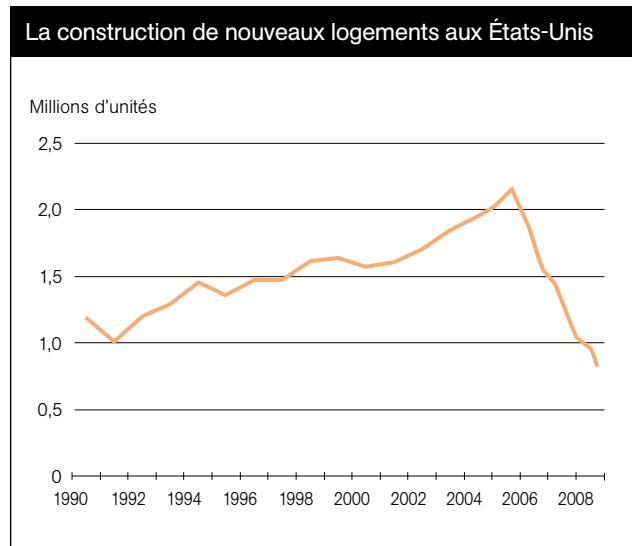
WWPA, 2008). La demande de fibres ligneuses en Amérique du Nord devrait, à elle seule, diminuer de plus de 20 millions de tonnes en 2009 (RISI, 2008). De ce fait, la baisse de production est généralisée dans la plupart des pays et toutes les industries forestières, depuis l'exploitation forestière jusqu'aux scieries et à la fabrication de panneaux de bois, de pâte, de papier et de meubles. Les pays fortement tributaires des marchés américains, comme le Brésil et le Canada, ont déjà été gravement touchés.

La demande décroissante de produits forestiers et le resserrement du crédit exercent ensemble un impact négatif marqué sur les nouveaux investissements, intéressant toutes les industries du bois. Les usines existantes restant sous-utilisées ou étant fermées, les investissements dans de nouvelles capacités sont différés ou annulés.

## RÉTICENCE À PAYER POUR LES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

La crise économique pourrait influencer la demande de services environnementaux, notamment du fait que la société est désormais moins en mesure de payer. Les politiques nationales et internationales, conjuguées à un mécanisme commercial naissant, sont à la base de la croissance de la demande et de l'offre de services environnementaux. La stagnation économique prolongée risque de compromettre un grand nombre de ces services, à moins que la création d'une «économie verte» ne soit considérée comme un moyen de sortir de la crise.

Malgré leur stabilité apparente initiale, les marchés du carbone ont également été frappés par la crise financière, car elle a provoqué l'effondrement de certaines des



principales banques d'investissement opérant dans le commerce du carbone. Les prix de ce dernier ont plongé de même que les prix du pétrole et d'autres produits. À la Bourse européenne du climat, les prix du carbone ont baissé, passant de 29 euros la tonne environ au début de juillet 2008 à près de 15 euros mi-novembre 2008. Le ralentissement économique signifie la diminution des émissions des industries et des installations électriques, réduisant par là même la demande d'allocations d'émissions. À moins que le prix du carbone ne s'élève sensiblement et reste stable, l'approche axée sur les forces du marché adoptée pour combattre les changements climatiques pourrait fort bien perdre son efficacité. Sa viabilité dépendra, dans une large mesure, de la reprise économique et d'un engagement politique ferme à conclure l'accord sur les changements climatiques postérieur à Kyoto.

Obéissant à une préoccupation plus générale, quelques gouvernements pourraient diluer les ambitieux objectifs écologiques établis précédemment, ou retarder des décisions clés concernant les futures mesures d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à ces derniers, pendant qu'ils s'emploient à inverser la récession (Egenhofer, 2008; Rice-Oxley, 2008). C'est ainsi que l'engagement à respecter la législation européenne relative au changement climatique, notamment la vente aux enchères des allocations d'émissions, se heurte à des obstacles, bien que certains pays (Royaume-Uni, par exemple) aient pris les devants et établi des enchères partielles. Des initiatives comme celles visant la réduction des émissions résultant de la déforestation et de la dégradation des forêts, qui dépendent de transferts financiers internationaux, risquent de faire face à des problèmes similaires.

Le boom sans précédent des investissements dans la production de biocombustibles de ces quelques dernières années tend aussi à s'estomper, ce qui pourrait nuire en particulier aux investissements dans les technologies plus efficaces de la deuxième et troisième génération, y compris la production de biocombustibles lignocellulosiques.

Les voyages et le tourisme, y compris l'écotourisme, sont un autre secteur déjà influencé par le marasme économique. Depuis la mi-2008, l'expansion du tourisme international a accusé une décélération due, initialement, aux prix élevés des carburants, et successivement, au ralentissement de la croissance économique et, partant, aux dépenses inférieures affectées aux voyages et au tourisme (OMT, 2008). La diminution déjà visible des arrivages de touristes internationaux au Kenya, en Afrique du Sud et en République-Unie de Tanzanie, par exemple, annonce des difficultés à venir pour le tourisme ayant comme objet la faune sauvage.

## IMPACTS SUR LES FORÊTS ET LA GESTION FORESTIÈRE: LES MAUVAISES ET LES BONNES NOUVELLES

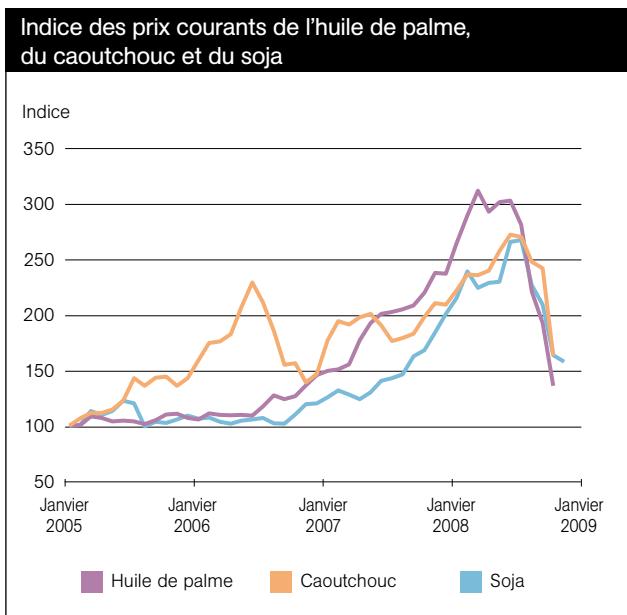
La demande réduite de bois pourrait avoir des effets positifs sur les ressources forestières, mais la crise économique risque aussi de réduire les investissements dans la gestion forestière durable et favoriser l'exploitation illégale. La contraction des secteurs économiques officiels offre souvent des occasions d'expansion au secteur informel, y compris l'exploitation illégale. Un certain nombre de pays d'Asie du Sud-Est, par exemple, ont vu s'intensifier les coupes illicites à la suite de la crise économique de 1997/98 (Pagiola, 2004). La demande décroissante de bois de valeur élevée tiré d'opérations légales et la capacité réduite des institutions à protéger les forêts, due à la contraction des budgets et au chômage croissant dans le secteur officiel, pourraient accroître l'exploitation illégale.

Comme on l'a vu dans les chapitres précédents, la croissance économique accélérée et la dépendance réduite vis-à-vis de la terre ont contribué à ralentir le défrichement des forêts, voire même à inverser les processus de déforestation dans de nombreux pays au cours de la décennie écoulée. Dans plusieurs pays, les remises des travailleurs migrants ont aidé à alléger la pression sur les terres. Une crise économique continue pourrait renverser la baisse de dépendance vis-à-vis de l'agriculture, à mesure notamment que le secteur industriel et le secteur des services subissent un fléchissement et que baissent les remises. Le chômage croissant dans ces derniers secteurs pourrait encourager le retour des travailleurs aux zones rurales et exercer par là même des impacts sur l'utilisation des terres, y compris l'empiètement des cultures agricoles sur les terres forestières.

Bien que les petites exploitations agricoles soient susceptibles de se développer, la production à grande échelle de cultures commerciales, facteur de déforestation déterminant dans les tropiques, pourrait baisser sensiblement suite au resserrement du crédit et à la réduction de la demande causés par le ralentissement économique. Les prix du caoutchouc, de l'huile de palme et du soja, ont baissé vertigineusement au cours de la deuxième moitié de 2008 (voir figure page suivante). Bien que ces nouvelles soient défavorables pour les producteurs de ces denrées, elles pourraient s'avérer bonnes pour les forêts. C'est ainsi que le prix du soja est en corrélation directe avec le défrichement des forêts dans le bassin amazonien (Nepstad *et al.*, 2008).

## SURMONTER LA TEMPÊTE ÉCONOMIQUE

Les gouvernements et les banques centrales ont agi rapidement pour combattre la crise de façon coordonnée. Toutefois, personne ne peut savoir au juste ni quand le déclin touchera le fond ni le temps qu'il faudra pour la



récupération des marchés et le retour de la confiance chez les consommateurs. Un scénario de reprise réalisée en deux ans environ paraît tant soit peu utopique. De nombreux économistes prévoient l'aggravation de la situation actuelle précédant une période prolongée de lente récupération. Il est improbable que la demande de bois atteigne de nouveau, dans un avenir prévisible, les niveaux de pointe de 2005-2006.

Presque tous les pays élaborent actuellement des politiques monétaires et fiscales pour promouvoir la disponibilité de crédit, la croissance et la demande des consommateurs. Le secteur forestier pourrait saisir cette occasion pour jouer un rôle dans ces mesures fiscales de stimulation – par la reconstitution du capital en ressources naturelles (grâce au boisement et au reboisement et à des investissements accrus dans la gestion forestière durable), la création d'emplois ruraux et la promotion de l'utilisation du bois dans les pratiques écologiques de construction et l'énergie renouvelable.

Les cycles économiques présentent aussi toujours des occasions de restructuration de l'industrie. Les grandes entreprises rationalisent souvent leur capacité de production en fermant des usines vétustes ou inefficaces, et en se focalisant sur la partie plus productive de leurs opérations. Les grandes entreprises sont fréquemment celles qui connaissent les problèmes les plus graves en un moment de marasme économique, alors que les petites et moyennes entreprises pourraient même trouver de nouvelles opportunités grâce à la crise.

La capacité du secteur forestier de profiter de ces avantages fournis par la crise économique en cours dépendra largement du renouvellement des institutions (voir le Chapitre «Changer les institutions» qui commence à la page 80). Malgré ses inconvénients, la crise pourrait stimuler l'acceptation et la mise en œuvre de réformes longtemps différées.

## RÉFÉRENCES

- Cali, M., Massa, I. et te Velde, D.W. 2008. *The global financial crisis: financial flows to developing countries set to fall by one quarter*. Londres, Overseas Development Institute.
- CENUE et FAO. 2008. *Forest Products Annual Market Review 2007–2008*. Genève, Suisse, United Nations Publications.
- Egenhofer, C. 2008. *Climate change policy after the financial crisis: the latest excuse for a new round of state aid?* CEPS commentary (disponible à: [www.ceps.eu](http://www.ceps.eu)).
- FAO. 2008. International commodity prices (disponible à: [www.fao.org/es/esc/prices](http://www.fao.org/es/esc/prices)).
- FMI. 2008. *Global economic outlook*. Washington, Fonds monétaire international.
- Index Mundi. 2008. Commodity price indices: rubber monthly price (disponible à: [www.indexmundi.com/commodities/?commodity=rubber](http://www.indexmundi.com/commodities/?commodity=rubber)).
- NAHB. 2008. Housing starts. National Association of Home Builders (disponible à: [www.nahb.org/generic.aspx?genericContentID=45409](http://www.nahb.org/generic.aspx?genericContentID=45409)).
- Nepstad, D.C., Stickler, C.M., Soares-Filho, B. et Merry, F. 2008. Interactions among Amazon land use, forests and climate: prospects for a near-term tipping point. *Philosophical Transactions of the Royal Society*, 363: 1737-1746.
- OIT. 2008a. *ILO says global financial crisis to increase unemployment by 20 million*. Press release ILO/08/45, 16 octobre. Genève, Suisse, Organisation internationale du travail (disponible à: [www.ilo.org/global>About\\_the\\_ILO/Media\\_and\\_public\\_information/lang--fr/index.htm](http://www.ilo.org/global>About_the_ILO/Media_and_public_information/lang--fr/index.htm)).
- OIT. 2008b. *Global wage report 2008/2009*. Genève, Suisse.
- OMT. 2008. *Slowdown in tourism growth reflects current uncertainties*. Communiqué de presse, 10 novembre. Organisation mondiale du tourisme (disponible à: [www.unwto.org/media](http://www.unwto.org/media)).
- ONU. 2009. *World Economic Situation and Prospects 2009 – Global Outlook 2009*. Pre-release. New York, États-Unis d'Amérique., Nations Unies (disponible à: [www.un.org/esa/policy/wess/wesp.html](http://www.un.org/esa/policy/wess/wesp.html)).
- Pagiola, S. 2004. *Deforestation and land use changes induced by the East Asian economic crisis*. EASES Discussion Paper Series. Washington, Banque mondiale (disponible à: [ideas.repec.org/p/wpa/wuwpot/0405006.html](http://ideas.repec.org/p/wpa/wuwpot/0405006.html)).
- Rice-Oxley, M. 2008. Financial crisis threatens climate-change momentum. *Christian Science Monitor*, 13 November (disponible à: [features.csmonitor.com/environment](http://features.csmonitor.com/environment)).
- RISI. 2008. *RISI's International Woodfiber Report predicts North American woodfiber demand to fall more than 20 million tons by year-end*. Communiqué de presse, 23 octobre. Resource Information Systems Inc. (disponible à: [www.risiinfo.com/pages/abol/news/2008/2008-10-23.jsp](http://www.risiinfo.com/pages/abol/news/2008/2008-10-23.jsp)).
- WWPA. 2008. *U.S. financial crisis will delay recovery of housing, lumber markets until 2010*. Western Wood Products Association (disponible à: [www2.wwpa.org/Portals/9/docs/r-2008-09%20forecast.doc](http://www2.wwpa.org/Portals/9/docs/r-2008-09%20forecast.doc)).